



# Quel avenir pour le travail social ?

mai 2011

# Sud ars

**L'hiver** 2010 fut particulièrement rigoureux, pour nous salariéEs et usagerEs des différents services de l'ARS subissant la débâcle institutionnelle et étatique. Arrêt de l'accueil inconditionnel au SAO de Nancy (ex-PAU), retard d'un mois pour l'ouverture du dispositif hivernal et de l'hébergement des plus démunis, menace d'expulsion pour les familles à l'hôtel.

Si en 2010, nos administrateurs pompiers-pyromanes de l'UMP ont sauvé le bateau du naufrage économique par un colmatage in-extremis, le navire ARS prend l'eau cette fois de toutes parts. Ceux qui vont boire la tasse sont bien sûr les usagerEs et les salariéEs. Ainsi, pour 2011, l'ensemble des services de l'association est concerné : CHRS moins 5%, CADA moins 4%, Mission sociale ADOMA moins 10%, UPIL moins 5%, Antigone et Mission police baisse des budgets encore non déterminée et enfin, le budget urgence reste totalement inconnu. Que de baisses et d'inquiétudes !

Pour faire face à la baisse de 5% sur le dispositif CHRS (ARS Pierre Vivier, ARS Camille MATHIS, Service d'insertion par le logement – SIL et les postes du SAO Nancy et du travail de rue), l'association doit économiser environ 180.000 euros, soit 3.5 ETP à supprimer. Après proposition de la direction générale, le comité exécutif a décidé de supprimer 2.5 ETP sur le SAO et l'équipe rue et un ETP à ARS Camille MATHIS. Pour le SAO et l'équipe de rue, le non renouvellement de deux CDD (via les mesures conservatoires) a permis de supprimer deux postes fin avril. Le 0.5 ETP restant n'était plus pourvu depuis des mois ! La suppression du poste d'ARS Camille Mathis se fera dans quelques temps, lors de l'ouverture du Foyer d'accueil médicalisé (FAM) et des Appartements de coordination thérapeutique (ACT), où des postes de travailleurs sociaux sont prévus.

## **Les conséquences des choix de l'UMP...**

De plus, sans réelle suppression de postes, certaines missions financées par les enveloppes « urgence » disparaissent, au profit d'objectifs ministériels de relogement en direct (mesures ADVL). Ce nouveau dispositif exclut donc les plus précaires, qui ont besoin des dispositifs d'urgence et des CHRS pour s'inscrire dans une insertion durable. Messieurs Sarkozy et Apparou oublient l'étape de la réinsertion sociale pour les marginalisés, avant de les installer en logement.

Pour l'ARS, qui met en œuvre une délégation de service public, la politique du gouvernement s'en prend aux plus pauvres et aux demandeurs d'asile. C'est la réalité de la fameuse RGPP (Révision générale des politiques publiques) : ils fixent désormais un budget limite et adaptent le service en fonction. Ce qui conduit à l'actuel non remplace-

ment d'un fonctionnaire sur deux, aux fermetures de lits hospitaliers, à une CAF qui croule sous les dossiers en retard, aux fermetures de classes à l'Education nationale, etc. Ils se contrefichent des besoins de la population. Ils ont décidé de partager la richesse entre les nantis et les nantis.

Le plus dur est devant nous, car l'association ne connaît pas le budget de l'urgence (hébergement des SAO, SADA - hébergement et salaires, ainsi que Logements transitoires - LT). Les actuelles propositions de l'État auraient pour conséquence de supprimer des postes, de fermer au moins la moitié des hôtels et de mettre à la rue celles et ceux qui y résident. Actuellement, il n'y a plus de mesures conservatoires et donc toute suppression de postes à venir risque fort de se concrétiser par des licenciements secs. Si cela doit arriver, cela le sera très prochainement et concernera potentiellement chaque salariéE.

## **Marche ou crève !**

Aujourd'hui, le SAO est à nouveau fermé aux premières demandes. Les CHRS accueillant les personnes seules de l'agglomération ont des listes d'attente à rallonge et refusent tout nouveau ménage. Ainsi, de nombreuses personnes restent à la rue ou dans la précarité faute de places. Des demandeurs d'asiles campent devant la préfecture régionale à Metz. Des familles ont squatté un bâtiment désaffecté de l'hôpital civil de Strasbourg. Le tout dans une indifférence générale.

Face à cette situation, comme Victor HUGO, nous déclarons : « *A la consigne [patronale], je réponds par ma conscience* ». Alors, via l'Intersyndicale régionale CHRS - Hébergement d'urgence - IAE, nous appelons les travailleurs sociaux à inciter et à aider les personnes victimes de ce système à constituer un dossier DAHO. Plusieurs dossiers doivent déjà passer à la prochaine commission. La chasse au DAHO doit continuer. Et pour l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO et SUD), il s'agit d'élargir cette question sociale à tout le salariat par le biais de chaque organisation syndicale. Pour nous, le navire ARS n'est pas seul car tout le secteur social est mis à mal. La casse de nos statuts conventionnels et la baisse des financements publics renforcent la perte de sens de notre travail. Pour information, en ce moment, des travailleurs du social du secteur associatif et du Conseil général se réunissent chaque mois pour échanger et défendre notre secteur.

**Il faut vraiment que cela bouge ! Nous attendons encore d'autres informations financières (notamment sur le budget urgence), avant de programmer une assemblée générale des salariéEs.** Et vous, qu'êtes-vous prêtEs à faire ? En attendant, pour trouver un peu de courage, visionner cela : <http://www.youtube.com/watch?v=ZX7oOlvUVTo>